

Le parcours d'un homme libre

Entrevue avec Gregory Baum

Jean-Claude Ravet

Number 787, November–December 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83793ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

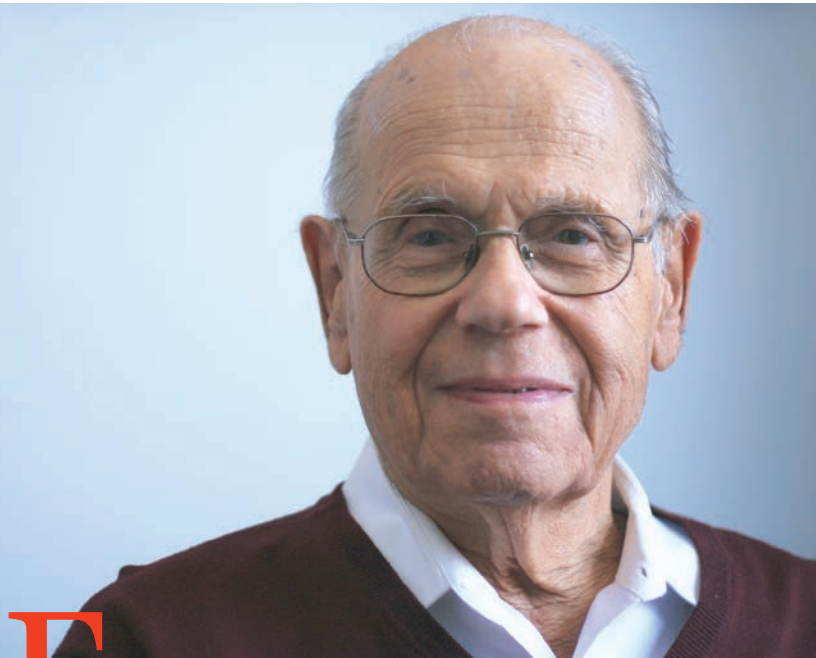
Cite this article

Ravet, J.-C. (2016). Le parcours d'un homme libre : entrevue avec Gregory Baum. *Relations*, (787), 37–40.



LE PARCOURS D'UN HOMME LIBRE

ENTREVUE AVEC GREGORY BAUM



Proche collaborateur de Relations depuis 30 ans, dont 27 années passées au comité de rédaction, le théologien Gregory Baum a 93 ans. D'une incroyable vitalité, il publie régulièrement des articles, notamment dans The Ecumenist qu'il a fondé en 1959, donne des conférences et écrit des livres. Il s'est entretenu avec Relations sur son parcours atypique qui nous révèle un homme libre, doté d'un intarissable espoir en l'humanité.

Photo: Emiliano Arpin-Simonetti

En novembre 1986, vous vous êtes joint au comité de rédaction de *Relations*. Vous veniez de quitter Toronto pour vous installer à Montréal. Qu'est-ce qui est à l'origine de votre étroite collaboration avec la revue, qui dure depuis maintenant 30 ans ?

Gregory Baum : Je venais d'avoir 63 ans et j'enseignais depuis 1959 à la Faculté de théologie et de sciences religieuses du St. Michael's College de l'Université de Toronto. À l'époque, les professeurs d'université en Ontario devaient obligatoirement prendre leur retraite à 65 ans. Ce n'était pas envisageable pour moi. J'avais quitté les Augustins en 1976, une communauté religieuse où j'étais entré dans les années 1950, et j'étais redevenu laïc. Mon fonds de retraite était bien mince. Alors quand, en 1986, mon ami, le théologien protestant Douglas Hall, qui enseignait à McGill, m'a téléphoné pour m'avertir qu'on y recherchait un professeur en éthique sociale, j'ai sauté sur l'occasion.

Le Québec ne m'était pas totalement inconnu, ni moi du milieu chrétien québécois. Je suis venu pour la première fois ici en 1962 à l'invitation du jésuite Irénée Beaubien, qui était président de la nouvelle Commission diocésaine d'œcuménisme de l'Église de Montréal, qui cherchait à amorcer un dialogue entre catholiques et protestants – même si l'œcuménisme visait alors, avant tout, à rallier les protestants au catholicisme. Je travaillais à l'époque au Vatican comme théologien expert au Secrétariat pour l'unité des chrétiens ; c'est à ce titre d'ailleurs que j'ai participé quelques années plus tard au concile Vatican II. J'ai ainsi réalisé une tournée de conférences dans les communautés religieuses québécoises, les

facultés de théologie, etc. Je me débrouillais assez bien en français, ayant fait mes études de doctorat en théologie à l'Université de Fribourg et œuvré au sein d'une paroisse de Neuchâtel, en Suisse romande.

Puis, en avril 1975, j'ai participé à une grande rencontre internationale des Chrétiens pour le socialisme – un réseau fondé au Chili en 1972 – qui s'est tenue à Cap Rouge, près de Québec¹. En 1976, j'ai enseigné un semestre à McGill comme professeur invité, et à l'UQAM en 1981. Ces séjours m'ont permis de tisser des liens avec la gauche catholique québécoise et, plus largement, avec les catholiques socialement engagés d'ici. J'ai fait la connaissance de Karl Lévêque, Guy Bourgeault, Yves Vaillancourt, Albert Beaudry, notamment, tous alors des jésuites œuvrant à *Relations*, et ils sont restés mes amis.

Je n'ai jamais demandé à Albert Beaudry, qui était devenu directeur de la revue, pourquoi il m'a invité à me joindre au comité de rédaction en 1986. Je pense que nos affinités de pensée et notre amitié en sont certainement la cause. En tout cas, je lui en suis très reconnaissant, et aux jésuites à travers lui. Ma participation au comité de rédaction a été un facteur important de mon intégration à la société québécoise. Pour s'intégrer à une société il faut appartenir à des organisations, travailler avec d'autres, se sentir concerné par les enjeux collectifs. Avoir des amis ne suffit pas. Or, comme vous le savez, le comité de rédaction de *Relations* est un lieu de formation politique exceptionnel. Pour préparer chaque dossier sur un enjeu social précis, on en discute beaucoup autour de la table, et c'est seulement après qu'on ait bien ciblé les points névralgiques à analyser qu'on cherche les auteurs pour le faire. Cela m'a permis de comprendre les grands débats de société ayant cours au Québec et d'y participer, de m'en sentir partie pre-



Comité de rédaction de *Relations* en 1987. En partant de la gauche, en haut : Albert Beaudry, Gisèle Turcot, Julien Harvey, François Morissette, Fernand Jutras, Guy Paiement, Roger Marcotte, Gregory Baum, Francine Tardif.

nante. C'était pour moi un privilège. C'est malheureusement peu commun chez les professeurs anglophones de McGill. C'est pourquoi j'ai toujours été soucieux de faire connaître aux Canadiens, en retour, les particularités de la société québécoise, notamment le catholicisme qui lui est propre au sein d'une société très sécularisée, très différent de celui de l'Ontario par exemple.

J'ai déjà relaté dans un article comment mon arrivée au Québec a été pour moi une véritable aventure intellectuelle². J'ai découvert le Québec comme société distincte ayant sa propre culture, ses propres valeurs et sa propre perspective sur le monde. C'est une réalité que la plupart des Anglo-Canadiens ont du mal à comprendre. Ils pensent que les Québécois sont des Canadiens qui parlent français.

Vous qui venez de l'Ontario, comment avez-vous réagi à l'option nationaliste de *Relations*, qui était très marquée à l'époque?

G. B. : Cet aspect a aussi fait partie du changement de perspective que j'ai été amené à faire. Certes, déjà dans les années 1970, à Toronto, je faisais partie d'un petit groupe de cinq intellectuels qui avait pour objectif de défendre le droit des Québécois à l'autodétermination. Je n'appuyais pas encore l'indépendance, mais je reconnaissais que c'est aux Québécois seuls de décider de leur avenir. Il va sans dire que personne en

Ontario ne nous a invités à débattre sur ce point. Quand je suis arrivé à McGill, je me suis vite rendu compte qu'on y parlait très mal du nationalisme. J'étais moi-même mal à l'aise. À ma défense, j'avais un très mauvais souvenir du nationalisme allemand des années 1930. Mais grâce au dialogue avec mes amis de la revue, entre autres, je me suis mis à réfléchir aux différents visages du nationalisme et aux normes qui me permettaient de distinguer un nationalisme éthiquement acceptable d'un autre qui ne le serait pas. J'ai publié les résultats de cette recherche dans mon ouvrage *Le nationalisme : perspectives éthiques et religieuses* (Bellarmin, 1998), qui dialogue avec quatre auteurs inspirants : Gandhi, Martin Buber, Jacques Grand'Maison et Paul Tillich. Ma conclusion a été que le nationalisme que partageaient mes amis de *Relations* et du Parti québécois était conforme à des normes éthiques. Dans mes recherches, je suis tombé sur une déclaration remarquable des évêques catholiques du Québec, *Le peuple québécois et son avenir politique* (15 août 1979), dans laquelle ils énuméraient quatre conditions pour qu'un mouvement nationaliste soit acceptable : viser une société plus juste et plus ouverte, garantir le respect des droits humains des minorités, envisager des relations de respect et de coopération avec les autres sociétés et, enfin, il faut que la nation ne devienne pas la valeur suprême, ce qui serait de l'idolâtrie.

À cet égard, je suis redevable au jésuite Julien Harvey, qui a été directeur du Centre justice et foi, que j'ai connu à *Relations*



et pour qui j'ai une grande admiration. Il disait : « la justice est une valeur supérieure à la nation ». Cela m'a fait comprendre que la recherche de la justice au Québec nous oblige à deux actions : défendre l'identité culturelle du Québec et promouvoir l'ouverture aux immigrants pour construire l'avenir avec eux.

Comment définissez-vous votre engagement en tant qu'intellectuel catholique de gauche et à *Relations* ?

G. B. : Il faut préciser, au bénéfice des lecteurs, que je n'ai pas toujours été de gauche. Pendant le concile Vatican II, j'étais un bon libéral, sans même le savoir d'ailleurs. Un de mes amis, un pasteur vaudois, socialiste – qui était très critique à l'égard de l'Église catholique qui a longtemps persécuté les vaudois –, me l'avait fait remarquer. Devant mon enthousiasme à l'égard du document conciliaire sur l'Église dans le monde de ce temps, *Gaudium et spes*, il avait simplement répondu en haussant les épaules : « Tout ça, ce sont des histoires libérales ! » On croit en la bonne volonté des gens, mais sans porter suffisamment attention à l'opresseur et aux structures d'oppression, ce qui est le propre d'une perspective socialiste.

Entre 1969 et 1971, j'ai vécu une véritable conversion. Je faisais des études en sociologie à la New School for Social Research à New York. Ma théologie est devenue une *théologie politique* dans le sens qu'en donnait le théologien allemand Johann Baptist Metz. J'ai appris à regarder la société et l'Église à partir de la perspective des victimes, des pauvres et des opprimés, à fixer mon attention sur les mécanismes structurels d'aliénation et de domination, ce qu'on peut appeler en langage théologique « le péché social », et à prendre en compte le conflit en voyant dans la lutte sociale et la dissidence une dimension libératrice de la foi. Ce changement d'orientation, je le dois beaucoup à la théologienne américaine Rosemary Ruether, socialiste, qui est devenue une grande amie. Je le dois aussi à la théologie de la libération qui prenait son essor et, en particulier, à l'option pour les pauvres, mise de l'avant à l'Assemblée des évêques de Medellín, en 1968.

Il faut dire que la gauche chrétienne aux États-Unis était très vivante durant cette période et s'exprimait dans de nombreuses publications. J'étais membre d'une organisation aujourd'hui disparue, *Theology in the Americas*, qui regroupait des chrétiens qui cherchaient à se réapproprier la théologie de la libération dans le contexte nord-américain. Vivant en Ontario, j'ai rejoint l'aile gauche du Nouveau parti démocratique. Aujourd'hui, devenu Québécois, je me reconnais davantage dans Québec solidaire.

Des catholiques conservateurs accusent la gauche catholique d'oublier Dieu. Or, pour moi, c'est justement Dieu qui nous pousse à nous ouvrir aux autres et à être soucieux des victimes, nous rendant inquiets à l'égard de ce qui se passe. En faisant cela, on ne s'éloigne pas de Dieu. Au contraire. Prière et contemplation font partie de cet engagement qui ne nous amène pas dans un autre monde, mais nous fait entrer pleinement dans l'histoire.

J'étais donc ravi de me trouver associé à une revue socialement engagée comme *Relations* qui veut un Québec plus juste.

À l'époque, les jésuites y étaient nombreux, mais la revue n'était jamais cléricale. Ce qui nous préoccupait principalement n'était pas la religion ou l'Église, mais la société comme telle et la libération que la religion, en particulier l'Évangile, pouvait apporter à la société. Dans le passé, la revue s'adressait essentiellement à des lecteurs et des lectrices croyants, à des catholiques progressistes familiers avec le vocabulaire théologique ; tandis qu'aujourd'hui, son lectorat s'est élargi, la revue s'adresse à ce qu'on peut appeler des humanistes de gauche, qu'ils soient croyants ou non. Cela nous oblige à choisir un autre vocabulaire, à parler des valeurs catholiques et des aspirations spirituelles dans un langage séculier.

Vous parlez de regarder la société à partir des victimes. Votre propre expérience de réfugié – vous avez fui l'Allemagne nazie à 15 ans, en 1939 –, a-t-elle joué un rôle ?

Je dois avouer que j'aurais dû avoir cette sensibilité envers les opprimés plus tôt, compte tenu de mon expérience du nazisme. Mais durant de longues années, je n'ai pas voulu réfléchir à cela. Peut-être par gêne, ou en raison d'une certaine honte de n'avoir pas vraiment souffert l'horreur, vivant comme réfugié au Canada durant la guerre.

Quand j'ai commencé mes études en théologie à Fribourg dans les années 1950, l'œcuménisme, le dialogue entre catholiques et protestants, m'a aussitôt intéressé. Mes études antérieures en mathématiques à l'Université protestante McMaster, en Ontario, m'ont certainement influencé en ce sens, ainsi que mes origines allemandes. Mon père et ma mère étaient de culture protestante, mais d'origine juive, venant de familles converties au protestantisme au XIX^e siècle, comme il était courant de le faire dans la bourgeoisie juive de l'époque, soucieuse de s'intégrer à la société majoritaire.

Le Dieu qu'évoque Augustin n'a rien à voir avec un Dieu qui étouffe la vie, impose ses règles et exige soumission. Au contraire, pour Augustin, Dieu est vie, vitalité, énergie, naissance.

Ce n'est que plus tard, à la fin de mon séjour à Fribourg, que la question juive s'est imposée à moi par hasard. Un groupe d'étudiants m'a invité à y donner une série de conférences sur l'Église et les juifs. Je n'avais jamais vraiment réfléchi à cette question. Je me suis mis à faire des recherches. Je suis tombé sur un livre qui m'a bouleversé : *Jésus et Israël* de l'historien français Jules Isaac. Sa femme et sa fille ont péri dans un camp de concentration. Absent lors de la rafle, il put se cacher chez des amis. Il a consacré ce temps de réclusion à rechercher les raisons de cette haine des juifs, analysant la rhétorique anti-juive de certains textes du Nouveau Testament et des écrits des Pères de l'Église. À la lecture de ce livre, j'ai senti le plancher sous moi se défaire. Je ne voyais pas d'autre façon de rester théologien catholique que de m'engager à réparer le mal qu'avait causé cette rhétorique. Pour la première fois, avoir été réfugié d'origine juive était devenu important. C'était



à la fin de 1959. J'ai eu la joie de voir le concile Vatican II redéfinir la relation de l'Église aux juifs et au judaïsme et s'opposer à toutes formes d'antisémitisme.

Qu'est-ce qui explique que vos critiques constantes envers les structures ecclésiales opprimantes n'ont pas, à l'instar de nombreuses personnes, affecté votre attachement à l'Église?

G. B. : Je n'ai pas souffert comme tant d'autres au Québec de l'Église hyper-bureaucratique et autoritaire. Mon entrée dans la foi catholique s'est faite par choix, ayant baigné durant mon enfance, en Allemagne, dans un milieu protestant. La lecture des *Confessions* de saint Augustin, en 1946, au Canada, a été déterminante. Elle a marqué profondément mon rapport à Dieu. Le Dieu qu'évoque Augustin n'a rien à voir avec un Dieu qui étouffe la vie, impose ses règles et exige soumission. Un Dieu de la peur qui brime notre liberté et notre imagination. Au contraire, pour Augustin, Dieu est vie, vitalité, énergie, naissance. C'est d'abord cela qui m'a énormément impressionné et a nourri ma foi : Dieu comme source de vie et de création.

Par ailleurs, je considère que l'attachement à une tradition est important pour une vie accomplie, celle-ci étant source de libération, en autant qu'elle ne devienne pas un carcan et qu'on soit capable de la réactualiser. Ma manière de comprendre et de vivre ma foi est très redevable à des penseurs

chrétiens qui ont été influencés par la phénoménologie, qui partent de l'expérience et du vécu plutôt que de la doctrine.

Récemment, j'ai commencé un dialogue avec l'intellectuel québécois Gilles Labelle, qui se définit comme agnostique. Peut-être le publiera-t-on un jour. Lui, il est plutôt pessimiste face à l'avenir. Ma foi en Dieu, au contraire, me fait être attentif à ce qui est en train de naître. J'ai été très marqué par Maurice Blondel qui disait que le monde est toujours en processus d'enfancement. La philosophe Hannah Arendt parle du miracle de la natalité en faisant référence à la capacité humaine (politique) d'agir. Il faut attiser cette espérance. Garder confiance devant les grands défis qui se présentent à nous, parce que, pour les chrétiens, un courant divin est actif au cœur de l'histoire et pousse l'humanité à la recherche de la libération et de la liberté. C'est cette profonde conviction qui m'habite que j'ai voulu traduire en choisissant une image biblique (1 Rois 17, 14) comme titre de mon autobiographie, que j'ai soumise aux éditions Fides : *Et jamais l'huile ne tarit.* ☺

Entrevue réalisée par Jean-Claude Ravet

1. Voir Yves Vaillancourt, « La première rencontre internationale des Chrétiens pour le socialisme », *Relations*, n° 405, juin 1975.
2. G. Baum, « How Moving to Quebec Has Affected My Theology », *Toronto Journal of Theology*, 26/1, 2010.

**Les mesures d'austérité
ont fait mal,
un réinvestissement
dans les services publics
s'impose**

Centrale des syndicats
du Québec

CSQ

lacsq.org

1137-017